

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX D 4 et D 2

Numéro dans les séries spéciales :
1161 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

RAPPORTS ENTRE L'ETAT
ET LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES
REMBOURSEMENT DES CHARGES SOCIALES ET FISCALES

DOCUMENTS A ANNOTER

- Instruction n° 61-80 - T 3 du 26 mai 1961.
- Instruction n° 62-54 - T 3 - A 7 du 13 avril 1962.
- Instruction n° 63-160 - T 3 - A 7 du 25 novembre 1963.

De nombreux Trésoriers-Payeurs Généraux m'ont fait part des difficultés rencontrées dans leurs départements pour le remboursement des charges sociales et fiscales avancées par l'Etat et restant dues par les établissements d'enseignement privés sous contrat simple.

En effet, dans la presque totalité des départements, les établissements d'enseignement privés dont les maîtres ont souscrit des contrats simples avec l'Etat contestent la qualité de salariés des maîtres non laïcs et se refusent à rembourser la quote-part leur incombant des charges sociales et fiscales afférentes à ces derniers enseignants. Cette question a déjà donné lieu à contentieux et l'administration se trouve à l'heure actuelle en présence d'arrêts contradictoires rendus par les Tribunaux. La Cour de cassation va être appelée à se prononcer.

En outre, les ordres de reversements émis à l'encontre des établissements en cause ne comportent, le plus souvent, aucune indication du nom ni de la situation des maîtres auxquels ils se rapportent.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
GT
15

RGS	PGS	TPG	DOM	RF
-----	-----	-----	-----	----

INSTRUCTION
N° 64-41-T 3
A 7
du 16 mars 1964

Jusqu'à présent, les Trésoriers-Payeurs Généraux se sont donc fréquemment trouvés dans l'impossibilité de contrôler si les remboursements des charges sociales et fiscales effectués par les établissements d'enseignement privés concernaient l'intégralité des créances non contestées.

*
* *

A la demande du Département et dans le but de mettre fin à cette situation, le Ministère de l'Education nationale a diffusé auprès des Recteurs, Préfets et Inspecteurs d'Académie une circulaire en date du 23 décembre 1963 dont le texte est reproduit en annexe à la présente instruction.

L'économie de cette circulaire est la suivante :

- au stade du mandatement des rémunérations, il est demandé aux Services liquidateurs, non seulement d'isoler les rémunérations versées aux maîtres des classes sous contrat d'association de celles des maîtres des classes sous contrat simple, mais encore pour ces dernières classes de distinguer les rémunérations afférentes aux maîtres non laïcs des autres rémunérations ;
- au stade de la constatation des créances, les services liquidateurs devront désormais établir des ordres de reversement distincts pour les maîtres laïcs et les maîtres non laïcs des classes sous contrat simple.

Ces dispositions sont de nature à faciliter très sensiblement la tâche des comptables du Trésor et, en particulier, à leur permettre de faire toute diligence en vue d'aboutir au recouvrement intégral des créances non contestées.

En ce qui concerne les titres émis dans le passé, il appartiendra aux Trésoriers-Payeurs Généraux de prendre éventuellement l'attache des services liquidateurs pour que leur soient fournis les éléments propres à individualiser les créances afférentes respectivement aux maîtres laïcs et aux maîtres non laïcs.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
MARTIAL-SIMON

ANNEXE

INSTRUCTION
N° 64-41 - T 3
A 7
du 16 mars 1964

MINISTÈRE
DE
L'ÉDUCATION NATIONALE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

4^e Sous-direction.

Paris, le 23 décembre 1963.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

à

MESSIEURS LES RECTEURS (pour information),
MESSIEURS LES PRÉFETS,
MESSIEURS LES INSPECTEURS D'ACADÉMIE.

OBJET : Aide financière de l'Etat aux établissements d'enseignement privés : situation des maîtres non laïcs des classes sous contrat simple au regard des charges sociales et fiscales.

Mon attention a été appelée sur les retards constatés dans le recouvrement des ordres de reversement émis à l'encontre des établissements d'enseignement privés pour le remboursement au Trésor de la part de charges sociales et fiscales leur incombant au titre de la rémunération des maîtres agréés des classes sous contrat simple.

Cette situation trouve pour partie son origine dans des contestations sur le bien-fondé de l'immatriculation à la Sécurité sociale des maîtres non laïcs et sur la validité des créances concernant ces personnes. Certains établissements en ont tiré argument pour différer le versement de la totalité de leur dette. Aussi est-il indispensable que le montant de ces créances soit nettement individualisé.

Dans un souci de bonne administration, les services liquidateurs devront donc désormais isoler non seulement les rémunérations afférentes aux maîtres des classes sous contrat d'association de celles concernant les maîtres des classes sous contrat simple, mais encore, pour ces dernières classes, celles afférentes aux maîtres non laïcs des autres rémunérations.

En ce qui concerne le recouvrement de la quote-part des cotisations fiscales et sociales incombant aux établissements, cette mesure conduira à établir également des ordres de reversement distincts pour les maîtres laïcs et les maîtres non laïcs.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux auront ainsi la possibilité de procéder au recouvrement par les voies habituelles des créances concernant les enseignants laïcs et les établissements employant à la fois de tels maîtres et des religieux ne pourront plus tirer argument de la situation juridique imprécise de ces derniers pour différer tout versement au Trésor.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur Adjoint de l'Administration Générale,
C. DUQUENNE.